



## **Forum 2013 de l'OCDE sur la croissance verte et le développement durable**

### **COMMENT MOBILISER L'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DE LA CROISSANCE VERTE ?**

**5-6 décembre 2013  
Centre de conférences de l'OCDE  
Paris**

Le Forum de 2013 sur la croissance verte et le développement durable (Forum CV-DD) a pour thème général « encourager et mobiliser l'investissement privé en faveur des infrastructures et technologies vertes, y compris par le biais de politiques d'innovation ». L'objectif est de chercher à savoir comment les pouvoirs publics peuvent améliorer leurs cadres d'action pour l'investissement afin de réduire le risque et d'attirer des financements privés à long terme en faveur de la croissance verte.

La première journée offrira trois sessions plénières destinées à : présenter les principaux problèmes que pose la mobilisation de l'investissement privé pour des projets d'infrastructures vertes et les possibilités qui existent en la matière ; réfléchir aux actions possibles et à des mécanismes financiers novateurs permettant de soutenir l'investissement dans des projets d'infrastructures vertes ; et envisager des solutions spécifiques pour mobiliser l'investissement dans le secteur du transport terrestre. La deuxième journée comportera trois sessions parallèles pour aborder ces questions de façon plus détaillée, en recensant notamment les lacunes dans les connaissances et les priorités pour les travaux futurs.

Le Forum CV-DD est une initiative de l'OCDE qui vise à offrir un espace spécial pour un dialogue pluridisciplinaire sur la croissance verte et le développement durable. Il rassemble des experts de différents domaines et disciplines et leur offre une plateforme interactive afin d'encourager le débat, de faciliter l'échange de savoir et de favoriser la mise à profit de synergies potentielles. En abordant spécifiquement les aspects horizontaux et pluridisciplinaires de la croissance verte et du développement durable, le Forum CV-DD constitue un précieux complément aux travaux des différents ministères.

Chaque année, le Forum CV-DD donne aux décideurs publics et aux experts des pays de l'OCDE et des pays partenaires la possibilité de se rencontrer pour échanger leurs expériences et identifier les instruments d'action et les meilleures pratiques adaptés à leur situation nationale particulière. Le Forum CV-DD permet aussi de recenser les lacunes dans les connaissances et aide à définir de nouveaux axes de travail pour y remédier.



**1<sup>ÈRE</sup> JOURNÉE – JEUDI, 5 DÉCEMBRE**

**SALLE CC1**

**9h30 – 10h00 Enregistrement et café**

**10h00 – 10h15 Discours d'ouverture et introduction**

- **Rintaro Tamaki**, Secrétaire général adjoint, OCDE

**10h15 – 13h00 SESSION PLÉNIÈRE 1 : Session conjointe avec le Comité de l'investissement de l'OCDE : Comment mobiliser l'investissement privé en faveur de la croissance verte ?**

**Président : Manfred Schekulin**, Président du Comité de l'investissement de l'OCDE

**Exposé thématique**

- **Irene Arguedas**, Directeur en charge de l'investissement et de la coopération, ministère du Commerce extérieur, Costa Rica

**Table ronde**

- **Cecilia Tam**, Chef d'Unité, AIE
- **Erik Solheim**, Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE
- **James Beard**, Conseiller économique, ministère des Finances, Nouvelle-Zélande

**Débat dirigé plénier**

**11h30 – 12h00 Pause-café**

**Table ronde (suite)**

- **Alex Bowen**, Grantham Institut de Recherche sur le Changement Climatique et l'Environnement, LSE
- **Norine Kennedy**, Vice-Présidente, USCIB / BIAC
- **Karim Dahou**, Manager exécutif, Division de l'investissement, OCDE

**Débat dirigé plénier (suite)**

*En période de restriction des dépenses publiques et de l'emprunt, il n'y a guère de place dans les budgets publics pour des investissements d'infrastructure qui pourraient imposer à l'État une dette insoutenable. Les capitaux publics doivent contribuer à la croissance économique et mobiliser efficacement l'investissement privé.*

*Les projets d'infrastructures vertes étant généralement de grande envergure, ils peuvent offrir, à long terme, des marchés potentiellement rentables. Pour mobiliser efficacement l'investissement privé, toutefois, il faut que certaines conditions soient en place, notamment une planification cohérente des politiques et des réglementations sur le long terme. Cela est essentiel pour assurer la confiance des investisseurs compte tenu de la longue durée de vie des actifs d'infrastructures vertes.*

**Points à débattre :**

- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils mobiliser l'investissement en faveur de la croissance verte ?
- Quelles sont les priorités d'action pour créer des conditions plus favorables à l'investissement en infrastructures vertes ?

**Documents de référence**

- Note thématique du Forum CV-DD 2013 : [Comment mobiliser l'investissement privé en faveur de la croissance verte ?](#) (en anglais)
- OCDE (2013), [Orientations sur les investissements dans les infrastructures nécessaires à l'exploitation des énergies propres](#), rapport de l'OCDE au G20, avec des contributions de la Banque mondiale et du PNUD.
- OCDE (2013), Cadre d'action du Costa Rica pour l'investissement vert, [Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Costa Rica 2013](#).

**13h00 – 14h30 Pause-déjeuner**



14h30 – 16h00

**SESSION PLÉNIÈRE 2 : Comment attirer des financements à long terme à taux abordable ?**

**Modérateur : Michael Liebreich**, Directeur général, Bloomberg New Energy Finance

**Table ronde**

- **Jochen Harnisch**, Coordinateur de la politique en matière de changement climatique, KfW
- **Dominique Dron**, Superviseur, Livre blanc de la France sur le financement de la transition écologique
- **Karsten Löffler**, CFO/COO, Allianz Climate Solutions, Allemagne
- **Robert Youngman**, Analyste principal des politiques, Climat, finance et investissement, OCDE

**Débat dirigé plénier**

*À l'échelle mondiale, l'accès aux financements à long terme est limité par des obstacles réglementaires généraux et par le développement insuffisant ou le manque de liquidité des marchés financiers. Dans les pays développés, les investissements en actifs à longue durée de vie dépendent des engagements pris par les pouvoirs publics en matière d'action en faveur de la croissance verte ; ils se heurtent aussi aux restrictions budgétaires et à l'inefficacité des marchés de capitaux. Dans les pays émergents et en développement, la demande de capitaux est liée aux déficits d'infrastructures et aux lourds investissements requis pour construire, entretenir ou améliorer les installations.*

*Pour intensifier l'investissement, il faudra mobiliser des sources extérieures de financement privé – notamment auprès d'investisseurs institutionnels – afin d'aider à étoffer les portefeuilles d'investissements verts dans le secteur privé. Par ailleurs, des banques locales et de développement peuvent soutenir ces efforts en offrant des produits financiers novateurs.*

**Points à débattre :**

- Quel rôle les pouvoirs publics peuvent-ils jouer pour améliorer le profil risque-rendement des investissements verts pour le secteur privé et drainer l'investissement des marchés de capitaux vers des projets favorisant une croissance verte ?
- Comment les pouvoirs publics peuvent-ils améliorer les marchés de capitaux intérieurs, abaisser les obstacles à l'investissement privé en infrastructures vertes et offrir des instruments financiers efficaces pour réduire efficacement le déficit d'investissements verts ?

**Documents de référence**

- OCDE (2013), [Institutional Investors and Green Investments: Selected Case Studies](#), [Documents de travail de l'OCDE sur les finances, l'assurance et les pensions privées](#) .
- OCDE (2012), [The Role of Institutional Investors in Financing Clean Energy](#), [Documents de travail de l'OCDE sur les finances, l'assurance et les pensions privées](#).
- OCDE (2012), [Defining and Measuring Green Investments: Implications for Institutional Investors' Asset Allocations](#), [Documents de travail de l'OCDE sur les finances, l'assurance et les pensions privées](#)

16h00 – 16h30

**Pause-café**



16h30 – 18h00

**SESSION PLENIERE 3 : Comment mobiliser l'investissement dans le secteur des transports ?**

**Président : Stephen Perkins**, Chef du Centre de recherche, Forum international sur les transports (FIT)

**Exposé thématique**

- **Matthew Arndt**, Chef de Division, Bureau des affaires environnementales, climatiques et sociales, Banque européenne d'investissement

**Table ronde**

- **Andreas Schäfer**, Professeur, Énergie et transport, University College London
- **Per Kågeson**, Professeur, Analyse des Systèmes d'Environnement, Centre des Études sur le transport, Royal Institute of Technology, Stockholm
- **John Farrow**, Président, LEA Group Holdings Inc.
- **Simon Wilde**, Chef d'Énergie et Utilités, EMEA, Macquarie Capital, Londres
- **Philippe Schulz**, Direction Stratégie et planification, Renault

**Débat dirigé plénier**

*Le secteur des transports terrestres va connaître d'importants investissements dans la plupart des pays du fait du renouvellement des infrastructures et de leur adaptation à la croissance démographique et à l'évolution des besoins. Réduire les émissions de GES dans les proportions indiquées dans les engagements pris par les pouvoirs publics coûtera cher mais il faudra le faire si l'on veut parvenir à une croissance verte. L'investissement à long terme dans le secteur des transports relève essentiellement du secteur public car la longueur des cycles d'investissement et des délais d'amortissement décourage souvent l'investissement privé.*

*Une amélioration progressive des résultats en matière de GES, de pollution atmosphérique et de bruit est à attendre des réglementations applicables aux véhicules (telles que les normes CAFÉ et EURO). Un durcissement régulier des normes d'économies de carburant a été jusqu'à présent le principal facteur de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> du secteur des transports, et des incitations fiscales (telles que les bonus/malus automobiles et la différenciation des redevances kilométriques pour les camions) ont été mises en place afin d'accélérer le progrès. Le rythme du changement fixé par les calendriers de réglementation publique sera un élément décisif du cadre d'action pour canaliser l'investissement vers des technologies plus propres.*

**Points à débattre :**

- Le soutien public aux marchés du secteur des transports est-il durable et combien de temps faudra-t-il probablement pour développer un marché de « solutions de rechange » en matière de transports terrestres ?
- Quel type de soutien public faudrait-il pour aider à mobiliser des capitaux d'investissement dans ce secteur ?

**Documents de référence**

- Note thématique du Forum CV-DD 2013: [Mobiliser l'investissement vert dans le secteur des transports](#) (en anglais)
- OCDE (2013), [Mobilising private investment in sustainable transport: The case of land-based passenger transport infrastructure](#), Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement.
- FIT (2011): [Green Growth and Transport](#), Document de synthèse N° 2011-02.

18h15 – 19h30

Cocktail



**2<sup>ÈME</sup> JOURNÉE – VENDREDI, 6 DÉCEMBRE**

**09h00 – 09h30** Café

**9h30 – 12h30** SESSIONS PARALLELES (pause-café de 11h30 à 12h00)

**GROUPE 1 : Soutenir l'investissement dans les infrastructures nécessaires à l'exploitation des énergies propres**

Salle CC13

**Président :** *Brian Flannery*, Président de l'International Business Green Economies Dialogue, BIAC

**Orateurs**

- *Tsutomu Sato*, Directeur, Global Environmental Issues Policy and Strategy Office for Financial Operations, Banque japonaise pour la coopération internationale
- *Vadim Ceban*, Ministère de l'Économie, République de Moldavie
- *Ana Fernandes*, Vice-Présidente, Comité d'aide au développement de l'OCDE

**Rapporteurs**

- *Kimmo Sinivuori*, Président, OECD Advisory Group on Investment for Development
- *Juan Casado*, Analyste des politiques, Croissance verte et développement, OCDE

**Points à débattre :**

- En quoi l'investissement vert diffère-t-il des formes d'investissement traditionnelles ? Les considérations relatives à la croissance verte doivent-elles être systématiquement intégrées (voire faire l'objet d'une réglementation) dans les projets d'investissement ?
- En quoi des mesures et réglementations particulières – telles que les subventions aux combustibles fossiles, les systèmes de tarification du carbone, le soutien public rétroactif et les avantages fiscaux – influent-ils sur la viabilité des investissements verts ?
- Dans quelle mesure la promotion de principes de politique de l'investissement tels la non-discrimination, la protection des investisseurs et les conditions générales de transparence encourage-t-elle l'investissement privé dans les infrastructures nécessaires à l'exploitation des énergies propres ?

**GROUPE 2 : Le rôle des banques locales pour engager les PME dans la croissance verte**

Salle CC1

**Président :** *Roland Gross*, Responsable du développement des systèmes financiers, GIZ

**Speakers**

- *Hélio Gurgel*, Président, Abema
- *Pauline D'Amboise*, Secrétaire générale et Vice-Présidente du soutien aux entreprises coopératives, Caisses Desjardins
- *Thierry Téné*, Directeur, Institut Afrique RSE
- *Huub Keulen*, Directeur, Rabo Groen Bank B.V.
- *Nicolas Duhamel*, Conseiller du Président du Directoire du Groupe BPCE, chargée des Affaires Publiques

**Rapporteurs**

- *Fabian Barsky*, Conseiller, Développement des systèmes financiers, GIZ
- *Cristina Martínez*, Analyste principale des politiques, Programme LEED OCDE



**Points à débattre :**

- Le cadre politique et juridique est-il approprié pour libérer le potentiel d'engagement des PME dans la croissance verte ? Quel rôle les politiques énergétique et environnementale jouent-elles à cet égard ?
- À quels problèmes particuliers les institutions financières sont-elles confrontées dans leurs opérations avec les PME ?
- Quels instruments particuliers les institutions financières offrent-elles aux PME qui sont disposées à investir dans l'environnement et/ou l'efficacité de l'utilisation des ressources ? Existe-t-il de bonnes pratiques en la matière ?
- En quoi les pays émergents et en développement se distinguent-ils des pays de l'OCDE ? Quel rôle les banques de développement jouent-elles pour combler le déficit d'investissement ?
- Quel rôle les normes et mécanismes d'information jouent-ils pour renforcer les investissements verts parmi les PME et leurs institutions financières ?

**GROUPE 3 : Canaliser l'investissement vers le secteur des transports terrestres écologiquement viables**

Salle CC24

**Président :** *Stephen Perkins*, Responsable de la recherche, Forum international sur les transports

**Orateurs**

- *Andreas Schäfer*, Professeur, Énergie et transport, University College London
- *Per Kågeson*, Professeur, Analyse des Systèmes d'Environnement, Centre des Études sur le transport, Royal Institute of Technology, Stockholm
- *Simon Wilde*, Chef d'Énergie et Utilités, EMEA, Macquarie Capital, Londres
- *Kurt Van Dender*, Chef de l'Unité fiscalité et environnement, OCDE

**Rapporteurs**

- *John Farrow*, Président, LEA Group Holdings Inc.
- *Nils-Axel Braathen*, Analyste principal des politiques, OCDE

**Points à débattre :**

- Est-il possible d'attirer des financements privés vers des infrastructures de transport de substitution ou seulement vers des véhicules utilisant des technologies de remplacement ?
- Quels sont les types d'incitations au transport ferroviaire les plus efficaces -- mesures de politique de la concurrence et soutien ciblé au transfert modal pour le fret, par exemple ?
- Les avantages environnementaux peuvent-ils justifier le lancement de grands projets d'infrastructures ferroviaires ?

**12h30 – 14h00**      **Pause-déjeuner**

**14h00 – 15h00**  
Salle CC1      **SESSION PLÉNIÈRE : CONCLUSIONS**

**Président :** *Simon Upton*, Directeur, Direction de l'environnement, OCDE

- Présentation des conclusions des sessions parallèles par les *rapporteurs*
- Résultats des conférences
- Prochaines étapes : *Nathalie Girouard*, Coordinatrice, Croissance verte et développement durable, OCDE

**15h00 – 15h30**  
Salle CC1      **Allocutions de clôture**

- *Angel Gurría*, Secrétaire général, OCDE